



**HAUT-COMMISSARIAT
DE LA RÉPUBLIQUE
EN NOUVELLE-CALÉDONIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Maintenance préventive et corrective du parc d'onduleurs
du haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie et de
la direction territoriale de la police nationale de Nouvelle-
Calédonie (DTPN)
Marché n° N°2025/HC988/MAINTENANCE ONDULEURS**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)
Marché à procédure adaptée
Article L 2123-1 du Code de la commande publique**

Le présent document comporte 12 pages (numérotées de 1 à 12)

Bureau responsable de l'élaboration du DCE

Nom : Section achats du bureau du budget, des achats et de la logistique de la direction des ressources humaines et des moyens, du haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie

Adresse : 9 bis rue de la République, 98 800 Nouméa

Personnes de contact : Mesdames Anne-Laure Teriitehau, Madeleine Hmaen et Cécile Milie
– achats@nouvelle-caledonie.gouv.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – ACTEURS DU MARCHE	3
ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHE	3
2.1 Forme, décomposition et montant du marché	3
2.2 Durée du marché	4
2.3 Nomenclature	4
2.4 Service prescripteurs bénéficiaires	4
2.5 Modalité d’attribution des lots	4
2.6 Sous-traitance	4
ARTICLE 3 – PIECES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 4 - MODALITES D’EXECUTION	5
4.1 Référents de l’exécution des prestations	5
4.2 Engagement du Titulaire	5
4.3 Passation des commandes	5
4.4 Délai d’intervention et de rétablissement pour la maintenance corrective	6
4.5 Situations urgentes	6
ARTICLE 5 - CONTROLE ET PRESTATIONS	6
ARTICLE 6 – SECURITE ET OBLIGATION DE DISCRETION	6
6.1 Accès aux sites – Sécurité	6
6.2 Obligation de discrétion	7
ARTICLE 7 – CONFORMITE ADMINISTRATIVE	7
7.1 Dispositions réglementaires	7
7.2 Hygiène et sécurité du travail	7
7.3 Assurances	7
ARTICLE 8 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	8
8.1 Forme et contenu du prix	8
8.2 Révision des prix	8
8.3 Commandes hors BPU	8
8.4 Offre de prix promotionnels	9
ARTICLE 9 - MODE DE REGLEMENT	9
9.1 Modalités d’établissement de la facture	9
9.2 Adresse de facturation	9
9.3 Modalités générales du paiement	9
9.4 Intérêts moratoires	9
ARTICLE 10 – CLAUSES DE REEXAMEN	10
ARTICLE 11 – PENALITES	10
11.1 Pénalités pour retard	10
11.2 Pénalités pour non-conformité de la prestation - Réfaction	11
11.3 Litiges	11
ARTICLE 12 - MODALITES DE RESILIATION DU MARCHE	11
12.1 Résiliation du marché par la personne publique	11

12.2 Résiliation en cas de défaillance du Titulaire.....	11
ARTICLE 13 – EXECUTION DU SERVICE AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	11
ARTICLE 14 – MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES DE L'ENTREPRISE.....	12
ARTICLE 15 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	12

ARTICLE 1 – ACTEURS DU MARCHÉ

Pouvoir adjudicateur

État – Ministère de l'Intérieur

Haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie

09 bis rue de la République, 98800 NOUMEA

BP C5 - 98 844 NOUMEA CEDEX

Personne signataire du marché

La personne signataire du marché est le Haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie ou son représentant.

Titulaire

L'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ

Le marché concerne la maintenance préventive et corrective des onduleurs des sites du haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie et de la Direction territoriale de la police nationale de la Nouvelle-Calédonie. Cet accord-cadre comprend deux missions:

- Mission A : maintenance préventive (détaillée en annexe 2)
- Mission B : maintenance corrective

2.1 Forme, décomposition et montant du marché

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande, passé en marché à procédure adaptée selon les dispositions du code de la commande publique, articles L2123-1 et R.2123-1. Le marché est décomposé en trois lots. Le montant maximum HT de l'accord-cadre est de 78 600 € soit 9 379 475 XPF pour c4 ans, décomposé comme suit :

LOTS	Forme	Montant minimum HT	Montant maximum HT
Lot 1 : maintenance préventive et corrective des onduleurs du haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie – Hors bâtiment Foch	Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande (article L2125-1, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique)	sans	35 000 € soit 4 176 611 XPF pour 4 ans
Lot 2 : maintenance préventive et corrective des onduleurs du haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie – uniquement bâtiment Foch			1 600 € soit 190 931 XPF pour 4 ans
Lot 3 : maintenance préventive et corrective des onduleurs de la direction territoriale de la police nationale de la Nouvelle-Calédonie			42 000 € soit 5 011 933 XPF pour 4 ans

L'accord-cadre cessera automatiquement lorsque le montant maximal aura été atteint quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur. Ce dernier devra être alerté lorsque le montant atteint représente 70 % du montant maximal de chaque lot.

Le détail des sites est disponible en annexe 3.

En cas de restructuration, de déménagement ou de fermeture de site, la prestation sera déduite en proportion, sans droit à indemnisation ou réévaluée en fonction des nouveaux besoins.

2.2 Durée du marché

La durée de l'accord-cadre est de 4 ans à compter du 1^{er} février 2024 ou à posteriori si la date de notification intervient après.

2.3 Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

50532400-7 Services de réparation et d'entretien de matériel de distribution d'énergie

2.4 Service prescripteurs bénéficiaires

- Direction territoriale de la police nationale de la Nouvelle-Calédonie
- Haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie

2.5 Modalité d'attribution des lots

Les candidats pourront présenter une offre pour un lot, plusieurs lots ou l'ensemble des lots. Chaque lot fera l'objet d'une attribution séparée. Un soumissionnaire peut être attributaire de plusieurs lots. Chaque lot n'est attribué qu'à un seul et même soumissionnaire.

2.6 Sous-traitance

Conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et en complément des dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 relatifs à la sous-traitance, les conditions de l'exercice de la sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du (cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG – FCS).

Le titulaire veillera présenter ses sous-traitants qui ne l'auraient pas été lors du dépôt de son offre ainsi que toutes les pièces et informations nécessaires à l'acceptation des sous-traitants en cours d'exécution de l'accord-cadre. La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance). Devront y être indiquée les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire sauf lorsque le montant est inférieur à 600 EUR TTC soit 71 599 XPF TTC.

Conformément aux dispositions des articles R. 2152-3, R. 2152-4, R. 2152-5 et R. 2193-9 du code de la commande publique, si le pouvoir adjudicateur considère que les prix des prestations qu'il est prévu de sous-traiter sont anormalement bas, il sera demandé au titulaire de justifier ces prix. Si aucune justification permettant d'expliquer les prix proposés n'est apportée, la sous-traitance ne pourra être agréée.

ARTICLE 3 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes (bordereau des prix unitaires et décomposition des prix forfaitaires)
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le Titulaire pour l'exécution du contrat

ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION

4.1 Référents de l'exécution des prestations

Les référents du marché pour chaque site sont indiqués en annexe 1.

4.2 Engagement du Titulaire

Le Titulaire du marché est tenu d'assurer l'exécution des prestations validées par le pouvoir adjudicateur. Le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de l'ensemble des prestations exécutées au titre du présent marché.

Le Titulaire informera sans délais l'administration de la survenance de tout événement susceptible de modifier fortement les conditions d'exécution du marché.

Toute difficultés administratives et/ou financières n'exonèrent pas le Titulaire d'exécuter les prestations du marché.

4.3 Passation des commandes

Le marché est décomposé en deux missions :

- Mission A : maintenance préventive

Le Titulaire transmet son devis avant chaque période au service prescripteur qui contiendra les éléments suivants :

- La nature des prestations à réaliser (main d'œuvre, pièces/matériel, déplacements)
- Le lieu d'intervention
- La durée de la prestation
- Le prix total de la prestation

Les bons de commandes seront établis de la manière suivante :

Bons de commande	Période	Durée
1er bon de commande	1er février 2025 au 31 janvier 2027	24 mois
2ème bon de commande	1er février 2027 au 31 janvier 2028	12 mois
3ème bon de commande	1er février 2028 au 31 janvier 2029	12 mois

- Mission B : maintenance corrective

Pour les prestations relatives à la mission B, le service prescripteur prendra contact avec le Titulaire pour exprimer son besoin. Les prestations seront commandées sur la base d'un devis établi par l'entreprise, transmis en fonction des délais d'intervention précisés au point 4.4. Le devis précisera:

- La nature des prestations à réaliser (main d'œuvre, pièces/matériel, déplacements)
- Le lieu d'intervention
- Le délai d'intervention à compter de l'envoi de la confirmation de la commande (devis signé)
- La durée de la prestation
- Le prix de la prestation par poste conforme au BPU

Pour cette mission B, un EJ à bon de commande sera établi et les bons de commande édités en fonction du besoin.

Les dates d'intervention seront fixées d'un commun accord avec le Titulaire.

4.4 Délai d'intervention et de rétablissement pour la maintenance corrective

Les délais d'intervention à partir de la prise de contact par le service prescripteur sont les suivants en (en heures ouvrées) :

- sous 4 heures pour Nouméa-Grand Nouméa
- sous 24 h hors grand Nouméa (La Foa, Koné et Poindimié)
- sous 24 h pour les îles Loyauté (Lifou) (hors transport)

Le délai de rétablissement attendu sous 72h inclus le remplacement d'onduleurs ou de pièce de rechange si besoin..

En cas de dépassement des délais, le Titulaire encourt des pénalités de retard, conformément à l'article 11 du présent CCP.

4.5 Situations urgentes

Le Titulaire pourra être sollicité pour intervenir en urgence. Les situations urgentes concernent des défauts ou désordres pouvant dégrader voire paralyser l'activité des services.

Le Titulaire s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur la procédure à suivre en cas d'urgence dans les 5 jours à partir de la notification

ARTICLE 5 - CONTROLE ET PRESTATIONS

L'administration se réserve le droit de faire réaliser tout contrôle afin de vérifier le bon fonctionnement et la conformité des fournitures livrées et/ou des prestations exécutées par le Titulaire.

Toute constatation de défaut de conformité à la demande sera formalisée par écrit et par tout moyen. Les articles concernés devront être remplacés ou les prestations devront être reprises sans coût supplémentaire.

ARTICLE 6 – SECURITE ET OBLIGATION DE DISCRETION

6.1 Accès aux sites – Sécurité

Le personnel devra respecter les règles arrêtées par l'autorité responsable des lieux pour assurer la sécurité des personnes, des installations et des biens.

Le Titulaire devra informer l'administration préalablement à toute livraison et/ou mise en place des matériels.

Les modalités d'accès (horaires, restrictions éventuelles, etc.) seront alors précisées en fonction des spécificités propres au site concerné.

Le personnel doit être en possession de documents administratifs lui permettant de justifier de son identité.

6.2 Obligation de discrétion

Toutes les connaissances et informations de toute nature et sous quelque forme que ce soit appartenant à l'administration et dont le Titulaire pourrait avoir connaissance dans le cadre du présent marché, sont considérées comme confidentielles.

A ce titre, le Titulaire s'engage :

- à ne les utiliser que pour les prestations qu'il réalise pour l'administration, sauf autorisation écrite préalable de celle-ci,
- à ne les divulguer à quiconque sous quelque forme que ce soit, sauf à ceux de leurs employés ayant à les connaître pour l'exécution du présent marché,
- à informer son personnel de la présente obligation de confidentialité relative aux informations de l'administration et à lui faire respecter ladite obligation.

Aucune publication et communication écrite ou orale ne pourra être faite par le Titulaire concernant toutes informations obtenues dans le cadre du présent marché. Le Titulaire et son personnel devront respecter la présente obligation de confidentialité pendant une durée de 5 ans après l'expiration ou la résiliation pour quelque cause que ce soit.

En cas de violation de cette obligation constatée par le maître d'ouvrage, celui-ci pourra résilier le marché aux torts du Titulaire sans qu'il ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 7 – CONFORMITE ADMINISTRATIVE

7.1 Dispositions réglementaires

Le Titulaire doit se conformer à la législation et à la réglementation du travail applicables en Nouvelle-Calédonie. Dans le cas contraire, le marché sera résilié à ses torts sans qu'il ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

7.2 Hygiène et sécurité du travail

Le Titulaire veillera à ce que tous les dispositifs de sécurité nécessaires au bon déroulement du marché ainsi qu'à la sécurité des personnels soient mis en place. Il veillera à ce que son personnel utilise les équipements de protection individuels conformes à la réglementation lors de l'utilisation des matériels.

Le Titulaire doit se conformer aux prescriptions d'hygiène et de sécurité en vigueur. Le non-respect de ces prescriptions peut entraîner la résiliation immédiate du marché, aux dépens du Titulaire.

7.3 Assurances

Le Titulaire devra justifier avant tout commencement d'exécution que la personne morale qu'il représente est Titulaire d'une police d'assurance garantissant son entreprise et ses personnels contre les risques inhérents à la pratique de l'activité, objet du présent marché.

ARTICLE 8 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

8.1 Forme et contenu du prix

Les prix s'entendent :

- mixtes,
- pour la mission A, prix global et forfaitaire,
- pour la mission B, prix unitaire,
- hors taxes et toutes taxes comprises.

Le prix forfaitaire est détaillé dans la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF), annexé à l'acte d'engagement (annexe 4, 5 et 6).

Les prix sont réputés comprendre les fournitures des consommables, toutes les charges fiscales, parafiscales et autres taxes frappant obligatoirement les prestations.

Les prix unitaires pour la mission B sont détaillés dans le bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement (annexe 4, 5 et 6).

8.2 Révision des prix

Les prix fixés au BPU et au DPGF sont révisables conformément à l'article R.2112-13 du code de la commande publique, dans la limite d'une fois par an à la date anniversaire du marché. L'application des nouveaux prix ne pourra se faire sans l'accord préalable de l'administration. La révision se fera à la hausse comme à la baisse.

Pour déterminer le prix de règlement, il est fait application de la formule de révision suivante :

$$Pr = Po \times [0.25 + 0.75 (Ir/Io)]$$

Dans laquelle :

Pr = le prix révisé de la prestation ;

Po = le prix forfaitaire initial ou le prix unitaire initial figurant dans la DPGF et le BPU ;

Ir = valeur de l'indice de référence au 3ème mois précédant la nouvelle période afin de disposer des indices officiels définitifs.

Io = valeur de l'indice au mois de la notification du marché.

Le coefficient Ir/Io est tronqué à la 4ème décimale puis arrondi au millième supérieur.

Pour l'application de la formule de révision des prix ci-dessus, l'indice de référence est l'indice détaillé «BT13 » de l'indice officiel « indice Electricité » publié par l'ISEE Nouvelle-Calédonie.

Aucune révision ne pourra être envisagée avant que ne s'écoule un délai d'un an à compter de la notification du marché. La procédure de révision des prix ne peut avoir d'effet rétroactif.

8.3 Commandes hors BPU

Pour toute commande exceptionnelle d'articles ou accessoire que pourrait commander le pouvoir adjudicateur et qui ne figurerait pas sur les BPU, un taux de remise indiqué à l'article « Commandes hors BPU » de l'acte d'engagement (AE) sera appliqué au prix d'achat net fournisseur.

Le pouvoir adjudicateur a la possibilité de demander au titulaire la copie des devis ou factures du ou des fournisseurs. Les prix nets de ces fournitures sont facturés aux conditions économiques applicables à la date des demandes. En cas d'incohérence manifeste sur les prix du marché ou de

dépassement du taux de remise arrêté au contrat ou de refus de transmission de la copie des devis ou facture du ou des fournisseurs, le pouvoir adjudicateur est délié de l'exclusivité contractuelle.

8.4 Offre de prix promotionnels

Les prix figurant au bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement peuvent évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles ponctuelles proposées par le titulaire à l'ensemble de sa clientèle.

Le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur par courrier électronique avec accusé de réception toutes précisions utiles à la mise en œuvre de ces prix promotionnels, et en particulier la durée de validité de la promotion et la désignation précise des références concernées.

ARTICLE 9 - MODE DE REGLEMENT

Le règlement des prestations réalisées sera assuré par la direction des finances publiques de Nouvelle-Calédonie.

9.1 Modalités d'établissement de la facture

La facture établie à la suite de la prestation, doit comporter outre les mentions légales (date, Ridet, relevé d'identité bancaire) les indications suivantes :

- La référence du marché (numéro du bon de commande, date, n° de devis),
- Le détail des prestations,
- Le tampon de l'entreprise et la signature de son représentant,
- Le prix fixé au marché et sur le devis. Les taux des taxes fiscales et parafiscales doivent être précisés.

9.2 Adresse de facturation

L'opération déclenchée est facturée sur service fait. La facture est exprimée en francs pacifiques (XPF) et en euros (€) et transmise par voie dématérialisée sur l'application Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

9.3 Modalités générales du paiement

A compter de la date de réception de la facture du Titulaire, à condition que les prestations aient été exécutées et acceptées, l'administration dispose d'un délai maximum de trente (30) jours pour en effectuer le paiement conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique, relatif aux délais de paiement dans les contrats de la commande publique.

Ce délai de paiement pourra être suspendu par l'administration en cas de facturation non conforme au présent article. Un courrier sera adressé au Titulaire lui faisant connaître les raisons de cette suspension. Cette dernière courra jusqu'à la remise de la totalité des pièces réclamées.

9.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires calculés depuis le premier jour qui suit l'expiration dudit délai jusqu'au jour du règlement. Le taux des intérêts moratoires sera calculé conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 – CLAUSES DE REEXAMEN

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, les marchés peuvent être modifiés lorsque les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clause de réexamen.

Des onduleurs ou des nouveaux sites non répertoriés dans le présent marché pourront être ajoutés sur demande du pouvoir adjudicateur par acte modificatif. Le prix correspondant à l'ajout d'un ou de plusieurs onduleurs est fixé par le Titulaire dans le cadre de la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) et du bordereau des prix unitaires (BPU) qui seront joints aux pièces du marché.

Ainsi, conformément à l'article 2.1 du CCP, en cas de restructuration, de déménagement ou de fermeture de site, la prestation sera déduite en proportion ou réévaluée en fonction des nouveaux besoins.

ARTICLE 11 – PENALITES

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 14.1 du CCAG – FCS, les pénalités ci-après s'appliquent quel que soit leur montant.

Les pénalités ne s'appliquent ni en cas de force majeure, ni en cas de prolongation du délai d'exécution accordée par le pouvoir adjudicateur.

L'application des pénalités ne nécessite aucune mise en demeure de la part du pouvoir adjudicateur. Celui-ci peut, par une décision motivée et au regard des éventuelles justifications présentées par le titulaire, renoncer à l'application de pénalités.

Les pénalités sont exigibles dès la constatation du manquement du titulaire à ses obligations contractuelles.

Si, sur la durée totale du marché, des pénalités ont été appliquées au moins trois fois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

11.1 Pénalités pour retard

Faît générateur – Mode de calcul - Pénalité	
Pénalité pour retard dans la mise en place de la prestation	<p><u>Intervention sur Nouméa :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- Au-delà de 04 h 00 : 50 EUR (2387 XPF) par heure de retard ;- Au-delà de 08 h 00 : 100 EUR (4 773 XPF) par heure de retard ;- Au-delà de 24 h 00 : 200 EUR (23 866 XPF) par jour ouvré de retard. <p><u>Intervention hors Grand Nouméa et îles (hors transport):</u></p> <ul style="list-style-type: none">- Au-delà de 24 h : 100 EUR (4 773 XPF) par jour ouvré de retard- Au-delà de 48 h 00 : 200 EUR (23 866 XPF) par jour ouvré de retard.

Pénalité pour abandon de poste (interruption injustifiée d'une prestation)	Une pénalité d'un montant de 100 euros soit 11 933 XPF sera appliquée pour chaque abandon de poste constaté.
Manquement d'un agent aux dispositions de sécurité et comportementales (comportement vis-à-vis des tiers, courtoisie, respect du règlement intérieur, consommation de substances illicites, accès aux personnes extérieures etc.)	Une pénalité d'un montant de 300 euros soit 35 800 XPF sera appliquée pour le non-respect de ces dispositions sur constatation écrite du maître d'ouvrage.

11.2 Pénalités pour non-conformité de la prestation - Réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnellement à l'importance des imperfections constatées. Cette décision sera notifiée à l'entreprise sur simple constat du pouvoir adjudicateur.

11.3 Litiges

Les litiges sont réglés à l'amiable entre les parties autant que faire se peut. Dans le cas contraire, le marché conclu ayant le caractère de contrat de droit public, le tribunal administratif de Nouméa est seul compétent pour instruire les litiges qui pourraient opposer l'Administration au Titulaire.

ARTICLE 12 - MODALITES DE RESILIATION DU MARCHE

12.1 Résiliation du marché par la personne publique

La personne publique peut à tout moment, mettre fin à l'exécution des prestations pour motif d'intérêt général.

Pour des motifs d'intérêt général, le pouvoir adjudicateur pourra mettre fin au marché sans indemnité, par décision de résiliation qui sera notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception.

12.2 Résiliation en cas de défaillance du Titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du Titulaire. Lorsque le Titulaire ne se sera pas acquitté de ses obligations dans les délais prévus ou n'aura pas respecté les obligations contractuelles concernant la qualité des prestations, la résiliation du marché, à ses torts, pourra être prononcée par la personne responsable du marché, sans que ne lui soit versé aucun droit à indemnisation. La nature de cette résiliation n'exclut pas l'application des pénalités prévues à l'article 9 du présent CCP. L'administration mettra en demeure le Titulaire d'honorer ses engagements sous huit jours par l'envoi d'un courrier électronique, avec avis de réception. Passé ce délai, et en cas de défaillance réitérée, il sera fait application des dispositions de l'article 11 du présent CCP.

ARTICLE 13 – EXECUTION DU SERVICE AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le Titulaire sera impérativement tenu aux délais et aux obligations contractuelles prévues au présent marché.

S'il se trouve dans l'impossibilité d'exécuter les prestations, pour une raison quelconque, il devra en informer immédiatement la personne responsable du suivi de la prestation par mail, et confirmer par

lettre recommandée avec avis de réception. Dans cette hypothèse, le marché pourra être exécuté aux frais et risques du Titulaire en cas d'inexécution

Cette décision est du ressort du Haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie. Le Titulaire du marché ne sera pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché résultant de l'exécution des prestations par un autre prestataire choisi par l'administration demeurera à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profitera pas. Si le haut-commissariat en Nouvelle-Calédonie prend la décision de mettre en œuvre cette procédure, le Titulaire en sera informé que par courrier électronique.

ARTICLE 14 – MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES DE L'ENTREPRISE

Toute modification intervenant au sein de l'entreprise Titulaire pendant la durée du marché devra être impérativement et immédiatement notifiée, par lettre recommandée avec avis de réception, au haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie. Sans que cette liste soit exhaustive, celle-ci peut toucher : la forme de l'entreprise, la raison sociale ou dénomination, l'adresse, le capital, le numéro de compte bancaire ou postal à créditer.

ARTICLE 15 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire de l'entreprise Titulaire. Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire sera notifié immédiatement au haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie. Il en sera de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le haut-commissariat en Nouvelle-Calédonie adressera à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend poursuivre l'exécution du marché. Cette mise en demeure sera adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si celui-ci est expressément autorisé par le juge-commissaire à décider de la poursuite ou de la résiliation du marché. En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché sera prononcée. Ce délai d'un mois pourra être prorogé ou diminué, si, avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court. La résiliation prendra effet à la date de la décision de l'administrateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois précité. Elle n'ouvrira droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché sera prononcée, à moins que le jugement n'autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.